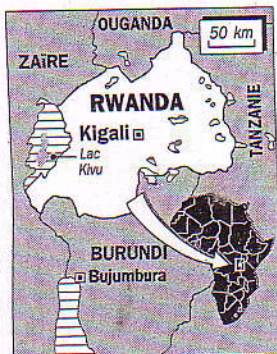


RWANDA

# La rivière Akagera charrie les cadavres rwandais

Les massacres ont repris dans le sud-est du Rwanda contrôlé par les rebelles. En visite dans les camps de réfugiés des pays voisins, le ministre français délégué à la Santé a souhaité qu'on aide le Burundi, pour éviter des drames futurs.



Dans un rapport publié hier à Genève, le haut commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme, José Ayala Lasso, qui demande une « action internationale efficace d'urgence », préconise un arrêt temporaire des hostilités afin de créer les conditions nécessaires pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Selon la Croix-Rouge internationale, les derniers combats au Rwanda ont entraîné un exode massif dans le centre du pays où les personnes déplacées se comptent désormais par centaines de milliers dans la région de Gitarama.

**S** Akagera (Tanzanie), envoyé spécial sous le pont reliant le Rwanda à la Tanzanie, cinq cadavres sont ballottés par les eaux écumeuses de l'Akagera. Coincés par des gros rochers, dans des postures d'une grotesque obscénité, ces corps enflés et presque entièrement blanchis sont vieux au moins de quatre jours. De temps à autre, au bout d'un quart d'heure, un cadavre nouveau dévale les chutes de la rivière, rapidement emporté vers le lac Victoria, à environ 300 kilomètres d'ici. Spectacle macabre mais loin des « 1 500 cadavres charriés quotidiennement par l'Akagera » fin avril. Les tueries continuent néanmoins dans le sud-est du Rwanda, désormais contrôlé par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). Les massacres de représailles y ont eu lieu. « Il n'y avait plus de cadavres dans la rivière puis, il y a une semaine, ça a repris », explique la coordinatrice de MSF, en précisant aussitôt que c'est « sans proportion » avec l'hécatombe initiale du génocide tutsi.

Premier représentant du gouvernement français à se rendre sur place, six semaines après le début de la crise au Rwanda, le ministre délégué à la Santé, Philippe Douste-Blazy, a été sur le pont de l'Akagera. Fermé par le FPR, il n'est plus franchi par un flot de réfugiés qui, à leurs risques et périls, traversent désormais la rivière ailleurs. Alors que Bernard Kouchner s'était rendu dans la capitale rwandaise pour obtenir l'évacuation des orphelins pris en otages dans la bataille de Kigali que se livrent l'armée gouvernementale et les rebelles du FPR, le ministre était obligé de tourner autour du pays. « Si je vais du côté du gouvernement, on nous accusera encore de soutenir les héritiers du régime Habyarimana » (le président rwandais tué dans un attentat le 6 avril dernier),

explique Philippe Douste-Blazy, venu faire oublier l'absence de Lucette Michaux-Chevry, sa collègue au gouvernement chargée de l'humanitaire. « En revanche, si je me rends du côté du FPR, on dira que nous reconnaissons leur cause, que nous avons changé de camp. »

Deux fois, depuis Kigali et depuis la capitale kenyane Nairobi, Bernard Kouchner a appelé son successeur à la Santé pour le dissuader du déplacement. « C'est trop dangereux », lui a-t-il répété. Philippe Douste-Blazy est quand même venu. « Il reste à faire du concret, en l'absence d'une solution », explique-t-il avec modestie. Un pont aérien, avec une douzaine de rotations depuis Paris et dans la région, a apporté quelque 300 tonnes d'aide d'urgence: des abris, des couvertures, des biscuits protéinés. Par ailleurs, deux importants purificateurs d'eau sont livrés au camp de Benako, l'immense réceptacle des réfugiés rwandais au-delà du pont de l'Akagera, en Tanzanie. « C'est désormais la seconde ville de notre pays », après Dar-es-Salam, constate le préfet de la région en contemplant la cité de baches bleues qui abritent quelque 200 000 rescapés.

Une antenne chirurgicale ainsi qu'une dizaine de membres du Samu mondial sont également arrivés. Où faut-il les installer? Dans le camp de Benako, remarquablement bien aménagé en moins d'un mois par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et une dizaine d'ONG, on n'en a pas besoin. Au Rwanda même, pour des raisons de sécurité en attendant le déploiement des Casques bleus de l'ONU, ce n'est pas possible non plus. Alors, du côté de Bukavu, la ville frontalière du Zaïre où ont afflué de nombreuses victimes tutsies, souvent affreusement mutilées? La décision ne devait être prise qu'à la suite d'une mission d'évaluation. Seulement, entre-temps, l'hôpital de campagne et l'équipe chirurgicale sont déjà arrivés...

Les bonnes intentions humanitaires contrastent avec l'impuissance politique de Paris. Philippe Douste-Blazy en est bien conscient. « Vu l'étendue du drame, il faut aider malgré toutes les difficultés », déclara-t-il, appelant de ses vœux un doublement de l'aide d'urgence, actuellement de 20 millions de francs. Mais en rentrant ce week-end en France, le maire CDS de Lourdes ne cherchera pas à « faire pleurer ». « Aux décideurs politiques », il compte présenter ce bilan succinct et sobre de sa mission: « Au Rwanda, pour l'instant, il n'y a rien à faire. Si vous voulez stabiliser la région et éviter des drames futurs, il faut aider le Burundi voisin. »

C'est dans le nord-est de ce minuscule pays, qui accueille 275 000 rescapés du Rwanda, que le ministre a enchaîné hier les visites de camps. « Au lieu de compter les morts, il faut s'occuper des vivants », a-t-il insisté. Face au danger d'un afflux de réfugiés sans précédent que pourra déclencher l'extension des combats dans le sud-ouest du Rwanda, la partie la plus peuplée, il a conclu: « Pour ne pas en arriver à l'humanitaire, il faut avoir une politique, faire de la prévention. » Un constat de bon sens, grave post mortem sur le tombeau du Rwanda.

Stephen SMITH



Camp de Benako, lundi. Un enfant s'empare du maïs qui s'échappe d'un sac d'aide humanitaire.

HAÏTI

## Embargo total de l'ONU contre Port-au-Prince

Destinées à faciliter le retour du président Aristide, les nouvelles représailles qui entrent en vigueur samedi à minuit risquent d'être dramatiques pour la population.

**H**aiti, pays classé parmi les dix « pays les moins avancés » à l'échelle mondiale, sera confronté à partir de samedi minuit à un embargo commercial total, analogue à celui qui frappe l'Irak ou la Serbie. Les autorités de Port-au-Prince vont en effet passer outre l'ultimatum que leur avait adressé le Conseil de sécurité le 6 mai, qui les menaçait de ces nouvelles représailles économiques si elles persistaient dans leur refus de se démettre. Sous l'impulsion des Etats-Unis, la communauté internationale a été ainsi amenée à une décision dont les effets sur la population pourraient s'avérer déplorables. Les auteurs de la résolution 917 de l'ONU espèrent qu'elle libérera au contraire les Haïtiens de leurs propres dirigeants qui les tiennent en otages, et permettra le retour au pouvoir du premier chef d'Etat haïtien démocratiquement élu, le père Jean-Bertrand Aristide.

Dès le coup d'Etat du 30 septembre 1991, l'Organisation des Etats américains (OEA) avait décidé un embargo commercial. Cette mesure, facultative, ne concernait que les pays membres, et ne toucha pas ceux qu'elle visait. Une florissante contrebande enrichit les secteurs économiques favorables aux putschistes, confortant le pouvoir des militaires, tandis que le commerce traditionnel était ruiné et l'industrie locale ravagée. Le chômage, la hausse des prix touchèrent de plein fouet le petit peuple des villes. Les livraisons de carburant ne furent pas affectées. En août 1993, un rapport d'experts de l'université de Harvard estimait à plus de dix mille le nombre des victimes

directes de l'embargo dans les secteurs de population les plus vulnérables (enfants, femmes enceintes et vieillards).

En octobre 1993, les Nations unies décidèrent un blocus contre les carburants et les armes. Il s'agissait une nouvelle fois de faire plier les militaires, tenus pour responsables de l'échec d'un accord conclu en juillet précédent entre le Président légitime et le commandant en chef de l'armée. En échange d'une amnistie générale, le général Cédras devait partir en retraite anticipée, et le père Aristide retrouver le Palais national, à la tête d'un gouvernement « d'ouverture nationale » dirigé par un Premier ministre « de consensus ». A l'approche de l'échéance (30 octobre), une vague de violence frappa les partisans d'Aristide. Une manifestation d'extrémistes hostiles au retour du Président poussa Bill Clinton à renoncer à faire débarquer les Casques bleus censés veiller à la bonne fin des accords. Aristide s'abstint de convoquer le Parlement pour voter la loi d'amnistie promise. Cédras s'abstint de s'effacer.

Depuis, l'impasse est encore plus totale puisque les autorités locales ont investi le 11 mai un nouveau Président « provisoire », Emile Jonassaint, 81 ans, qui a constitué un gouvernement destiné à « gérer l'embargo ». Cet exécutif est tenu pour « illégal » par la communauté internationale. L'embargo sur les carburants a cependant exercé des ravages considérables, multipliant par cinq le prix des transports publics, paralysant les dernières activités et gênant considérablement les ONG chargées de l'acheminement de l'aide humanitaire. Mais

il a encore renforcé les militaires, qui prélèvent leur dîme sur le trafic d'essence en provenance de la République dominicaine voisine. Les alliés des putschistes, parmi lesquels de nombreux partisans de l'ancienne dictature duvalériste, ont mis sur pied un puissant parti politique, le FRF (Front pour l'avancement et le progrès en Haïti).

Ce mouvement au siècle explicite quadrille le pays et fait régner sa loi. La répression est repartie de plus belle, ajoutant depuis le début de l'année quelque 300 victimes et 3 000 personnes tuées depuis le coup d'Etat, selon les bilans généralement admis. En l'absence de tout résultat Clinton a semble-t-il renoncé à obtenir des protagonistes tout geste compromis. L'embargo concerne désormais tous les produits de base, marchandises, import et export, à l'exception de la nourriture et des médicaments. La Maison Blanche firme par ailleurs que l'usage de force demeure une de ses options pour rétablir la démocratie dans ce petit pays des Caraïbes, où l'Amérique des « intérêts significatifs ».

Clinton entend ainsi calmer les pressions d'une minorité, petite mais fluente, du Parti démocrate en faveur d'une solution militaire dont pressentiment ne veut aux Etats-Unis. Les yeux de nombreux commentateurs américains, l'embargo total, à des résultats politiques escomptés, pourrait exposer dans quelques jours la Maison Blanche au risque d'avoir choisi entre la manière forte et nouvelle humiliation.

Christian LIOU